



Tous concernés

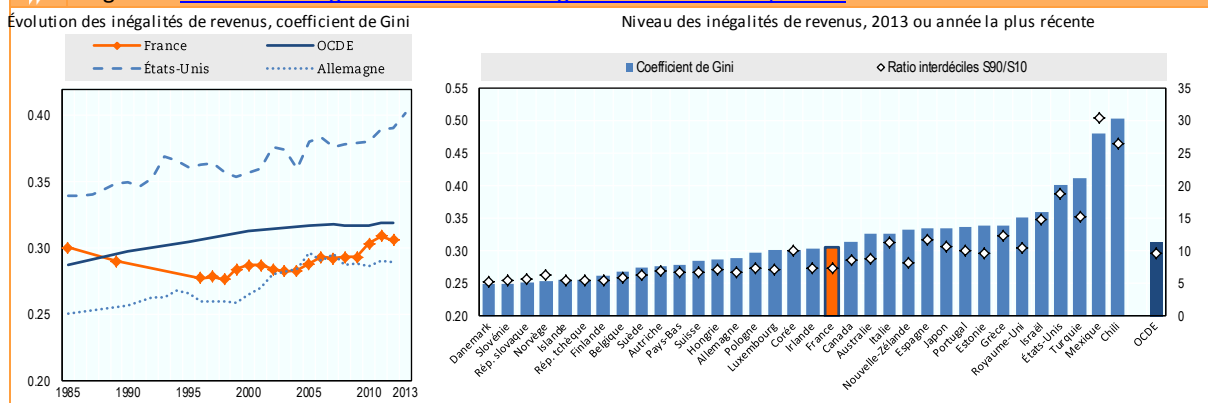
Pourquoi moins d'inégalité profite à tous

...en France

Où en est-on?

- ▶ En France, les inégalités sont proches de la moyenne OCDE. **Cependant, elles ont augmenté plus nettement que dans les autres pays entre 2007 et 2011** (3^{ème} hausse la plus importante des pays de l'OCDE).
- ▶ Il s'agit d'une rupture importante par rapport à la tendance de long terme, puisque **depuis les années 1980, les inégalités étaient relativement stables en France**, alors qu'elles étaient en augmentation dans la majorité des pays de l'OCDE, inclus l'Allemagne ou les États-Unis (Figure 1).
- ▶ Pendant la crise, entre 2007 et 2011, les inégalités de revenu marchand (avant impôts et prestations), ont considérablement augmenté en France (+2.9%, 5^{ème} hausse la plus importante parmi les pays de l'OCDE). L'augmentation des inégalités de revenus marchands a néanmoins été atténuée par le système de redistribution (impôts et prestations sociales). Dans l'ensemble, les inégalités de revenu disponible ont augmenté de 1.6%.
- ▶ En France, les 10% de personnes ayant les revenus les plus élevés ont vu leur revenu augmenter de 2% par an en moyenne entre 2007 et 2011. C'est légèrement plus que dans l'ensemble des pays de l'OCDE (1%).
- ▶ **Les 10% de personnes ayant les revenus les plus faibles ont plus sévèrement subi la crise.** Leur revenu a baissé de 1% par an en moyenne. Dans les pays de l'OCDE, les revenus des 10% de personnes les plus pauvres ont en moyenne baissé de 2%.
- ▶ **La pauvreté monétaire a augmenté en France comme dans un grand nombre de pays (+1%). À titre de comparaison, la pauvreté monétaire a augmenté de 2 points en Espagne ; elle a baissé de 1 point en Allemagne et au Royaume Uni.** Le profil de la pauvreté en fonction de l'âge a aussi changé. 11.4% des enfants vivent sous le seuil de pauvreté (fixé à 50% du revenu médian), contre 13% en moyenne dans l'OCDE. Les plus âgés (65 ans ou plus) ont le taux de pauvreté le plus faible (3.8%, le cinquième plus faible des pays de l'OCDE).
- ▶ **Les inégalités de patrimoine renforcent les inégalités de revenus. Les 10% les plus aisés en termes de patrimoine détiennent la moitié du patrimoine net des ménages**, ce qui coïncide avec la moyenne au sein de l'OCDE. Les 40% les plus pauvres détiennent moins de 2% du patrimoine, ce qui est inférieur à la moyenne dans l'OCDE (3.3%).

Figure 1: [Tendances longues et niveau des inégalités de revenu disponible](#)



Le coefficient de Gini est une mesure de l'inégalité qui vaut 0 dans le cas d'égalité parfaite (tout le monde a le même revenu) et 1 dans une situation d'inégalité extrême (une personne détient tout le revenu, les autres n'ont rien)

Pourquoi est-ce important en France?

Les inégalités des revenus primaires, dont la principale source sont les revenus du travail, ont augmenté entre 2007 et 2011 en France, davantage sous la pression des salaires que de celle de la baisse de l'emploi.

Dans le long terme, les changements survenus dans la distribution des salaires et sur le marché du travail sont étroitement liés à l'émergence des emplois non-

standards, c'est-à-dire des contrats temporaires, du temps partiel et des indépendants. **En France, un tiers de la population en emploi occupe un emploi non standard en 2013, une proportion comparable à la moyenne des pays OCDE.**

L'emploi non-standard a représenté la moitié de la croissance de l'emploi entre 1995 et 2007. C'est légèrement plus que la moyenne OCDE, où l'emploi non-

standard a représenté 42% de la croissance de l'emploi. Entre 2007 et 2013, l'emploi non-standard a progressé de 1.7% en moyenne, alors que l'emploi standard a diminué de 1.3%. En Grande-Bretagne, l'emploi non standard a augmenté de 3%, alors que les emplois standards sont restés stables. En Allemagne, l'emploi non-standard a augmenté de 2%, et l'emploi standard, de 4%.

Les personnes occupant des emplois non-standard en France sont plus souvent des femmes (63%) qu'en moyenne dans les pays de l'OCDE (55%), occupant un emploi à temps partiel; elles sont également plus jeunes (46% ont entre 15 et 29 ans) que parmi les autres pays de l'OCDE (40%).

Comme dans beaucoup d'autres pays, les personnes occupant un emploi non-standard sont pénalisées en termes de rémunération par rapport aux personnes occupant des emplois standards. En termes de salaire horaire, un employé en contrat temporaire à temps plein gagne 25% de moins qu'un salarié en CDI à travaillant à temps plein (30% de moins dans l'OCDE en moyenne).

L'emploi non-standard, et plus particulièrement l'emploi temporaire, présente la particularité en France d'être plus rarement un tremplin vers un emploi standard que

dans d'autres pays. À titre d'exemple, 20% des employés en contrat temporaire en 2008 avaient évolué en 2011 vers des emplois en CDI à temps plein. En Autriche, 30% avaient suivi un parcours analogue, et en Grande-Bretagne, 48%.

L'écart salarial entre femmes et hommes ne s'est pas réduit en France depuis 2000, contrairement à un certain nombre de pays où il a diminué. Les femmes gagnent 14% de moins que les hommes en France (15.5% en moyenne dans l'OCDE). C'est beaucoup plus qu'en Norvège ou au Danemark (7-8%), en Espagne (9%), en Italie (11%), mais moins qu'en Allemagne (17%).

Les impôts et prestations sociales atténuent considérablement les inégalités de revenu marchand en France, qui baissent de 48%, comparé à 37% en moyenne dans l'OCDE (voir figure 3). Des simulations montrent que les mesures adoptées depuis 2009 ont eu un impact faible mais positif sur les revenus des familles, dû à une hausse des prestations et en dépit de taxes et contributions plus élevées. Les familles avec un revenu du travail faible ou moyen ont été bénéficiaires. L'impact a été neutre pour les familles avec un revenu au-dessus de la moyenne.

Figure 2: Ratio des salaires horaires médians, entre employés standards et non-standards (travailleurs standards = 1), en 2012

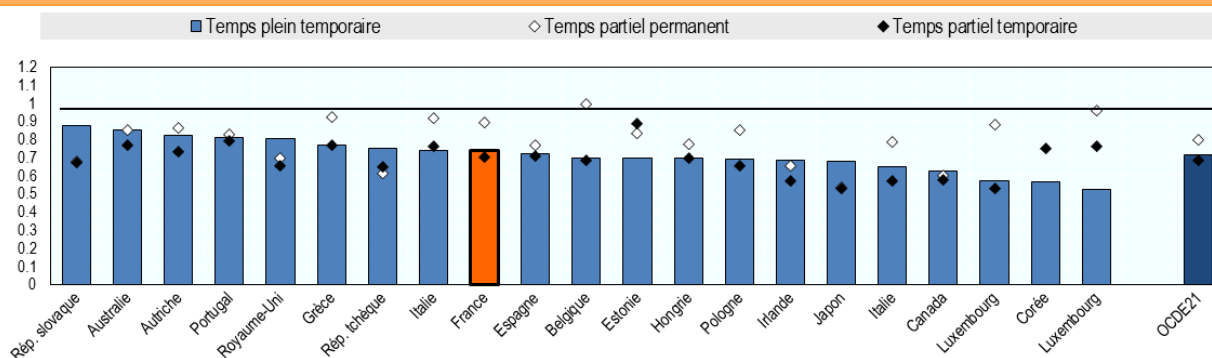
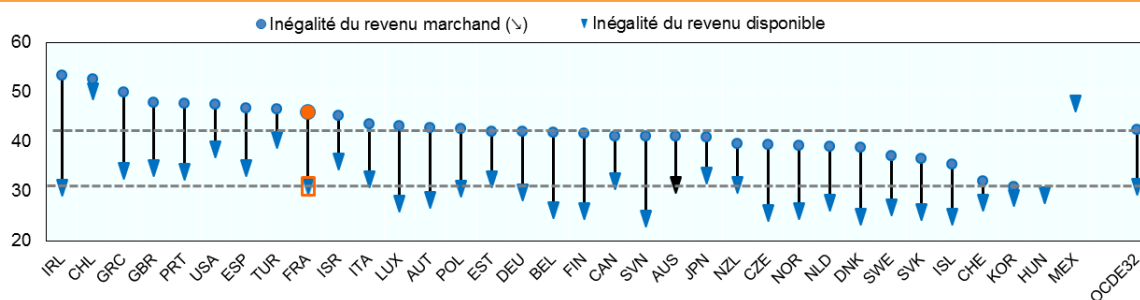


Figure 3: La redistribution par les impôts et prestations joue un rôle important pour lisser les inégalités



La redistribution est mesurée comme la différence entre le niveau d'inégalité (Gini) avant et après impôts et prestations, exprimée en pourcentage du niveau d'inégalité avant impôts, pour la population en âge de travailler.





In It Together

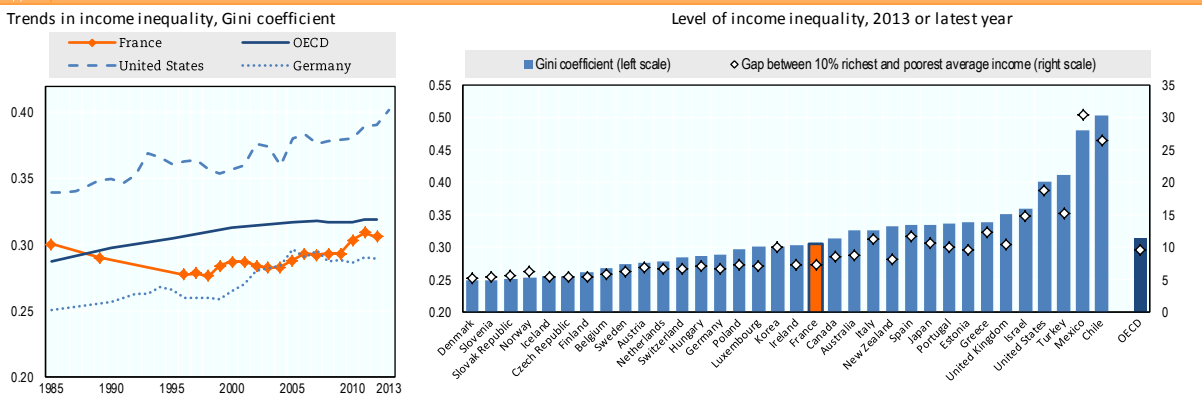
Why Less Inequality Benefits All

...in France

What is the issue?

- ▶ France's level of income inequality is around the OECD average. **However, inequality has increased more in France than in many OECD countries during the crisis (2007-11), with the OECD's 3rd highest increase in disposable income inequality.**
- ▶ This is a significant change with the previous long term trend, as **income inequality kept stable in France since the 1980s unlikely to the majority of OECD countries including Germany or the United States**, where it increased significantly (Figure 1).
- ▶ During the crisis, income inequality before taxes and transfers, i.e. "market income inequality", increased noticeably in France (2.9%, 5th highest among OECD members). The increase in market income inequality on household incomes was nevertheless cushioned by the taxes and benefits. As a whole, **income inequality increased by 1.6% in France.**
- ▶ In France, the top 10% real incomes increased by 2% per year on average between 2007 and 2011, while it decreased on average by 1% within the OECD.
- ▶ **The bottom 10% fared worse than the median and the top during the crisis, as in a majority of OECD countries.** Their income decreased by 1% per year. Within the OECD, income of the bottom 10% decreased on average by 2%.
- ▶ **Income poverty increased during the crisis in France as in many countries (+1pp). As a comparison, it increased by 2pp in Spain, and decreased by 1pp in Germany and the United Kingdom.** The age profile of relative poverty also changed. 11.4% of the children are living in poverty, compared to 13% on average in the OECD. Poverty rates are the lowest among the elderly (3.8%, the 5th lowest in the OECD).
- ▶ **Wealth inequality reinforces income inequality.** The top 10% of the income distribution owns half of net private household wealth, similarly to the OECD average. The bottom 40% of the wealth distribution owns less than 2% of the net private household wealth, which is less than the OECD-17 average (3.3%).

Figure 1: [Trends and levels of disposable income inequality](#)



The Gini coefficient is a common measure of income inequality that scores 0 when everybody has identical incomes and 1 when all the income goes to only one person.

Why is it important for France?

The major source of market income inequality, labour income inequality, increased between 2007 and 2011 in France due to the **wage dispersion among workers**; the fall in employment did not impact the change of market inequality.

On the long run, changes in the earning distribution and labour market conditions are related to the development of non-standard work: temporary, part-time contracts or self-employment. **In France, one third of the employed population were non-standard workers in 2013**, a similar share as the OECD average.

Non-standard employment represented a half of employment growth in France between 1995 and 2007, slightly more than the OECD average, where non-standard work represented 42% of employment growth. Between 2007 and 2013, non-standard employment increased by 1.7% on average, while standard employment decreased by 1.3%. In Great Britain, non-standard increased by 3%, while standard work kept stable overall; in Germany, non-standard work increased by 2%, and standard work by 4%.

Non-standard workers in France are more often women (63%) than on average in the OECD (55%), in part-time employment; there are also more young people (46%) compared to the OECD average (40%).

As in other countries, non-standard workers in France face a wage penalty compared to those in standard

jobs. On average in France, a temporary worker earns 40% less a year than a standard worker (50% on average in the OECD, see figure 2). This is not only due to the number of hours worked. Among temporary employees for example, the *hourly wage penalty* is around 25% (compared to 30% within the OECD).

Non-standard work, and especially temporary employment is less acting as a stepping stone than other countries like Austria or Great Britain. As an example, 20% of employees in temporary contracts in 2008 were full-time permanent employees in 2011 in France, compared to 30% in Austria and 48% in Great Britain.

The gender pay gap did not reduce in France since 2000, contrarily to many countries where it decreased. Women still earn 14% less than men, compared to 15.5% on average in the OECD. This is much higher than Norway and Denmark (7-8%), but also Spain (9%) and Italy (11%), and lower than Germany (17%).

Taxes and transfers largely reduce market income inequality in France (by 48%, compared to 37% on OECD average, see figure 3). Simulated results suggest that tax-benefit measures introduced as from 2009 had a small positive impact on family incomes, due to benefit rises and despite slightly higher taxes and contributions. Families with low and middle earnings were net gainers. Incomes of families earning above the average wage remained about the same, as tax rises cancelled out the rise in benefits.

Figure 2: [Median hourly earnings ratio, between standard and non-standard workers \(standard workers = 1\), in 2012](#)

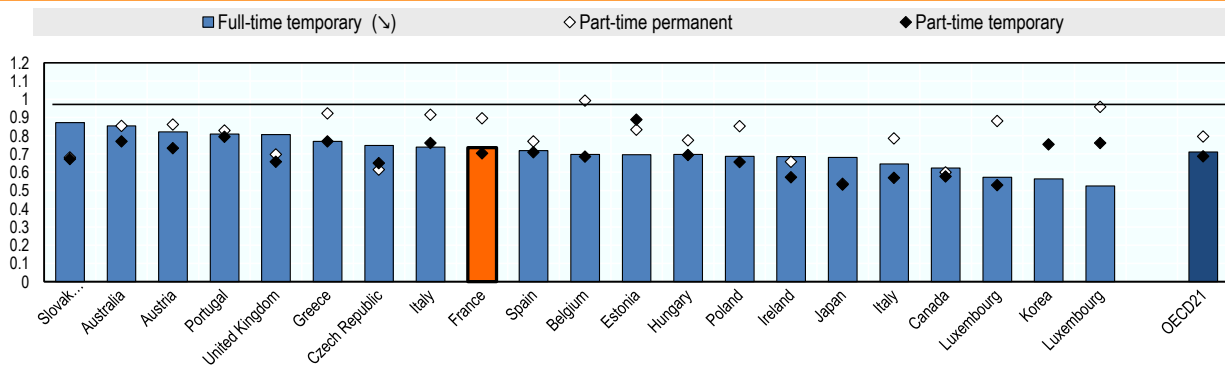
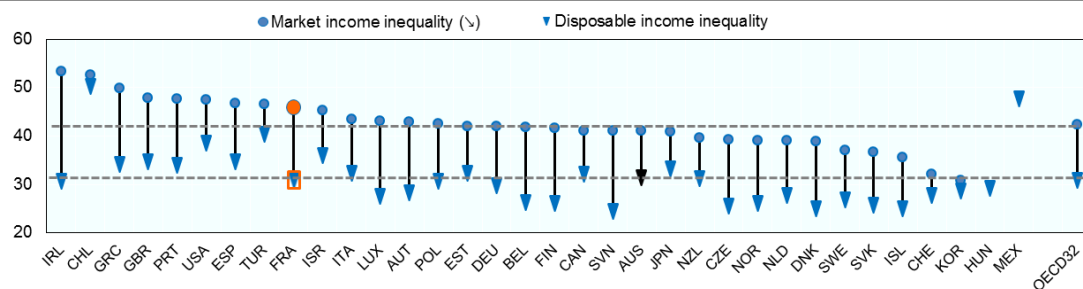


Figure 3: [Redistribution through taxes and benefits plays an important role in easing inequality](#)



Redistribution is measured as the percentage difference between inequality (Gini coefficient) of gross market income and inequality of disposable income for the working-age population.